

Alain de Benoist

« Le peuple se dresse contre les élites »

Qu'est-ce que le populisme ? Alain de Benoist nous en propose une définition. Il revient par ailleurs sur différentes acceptions de la démocratie.

■ *L'Action Française 2000* – Quelles sont, selon vous, les principales caractéristiques du populisme ?

● **Alain de Benoist** – Le populisme est un mode d'articulation d'un certain nombre de demandes politiques et sociales provenant de la base, du peuple par conséquent, soit directement, soit par l'intermédiaire de quelqu'un qui parle en son nom, et ce dans une perspective contre-hégémonique, face à une offre politique "d'en haut" jugée décevante ou franchement insupportable. En un mot, le populisme, c'est quand le peuple se dresse contre les élites, perçues comme une oligarchie qui ne vise qu'à satisfaire ses seuls intérêts. Son moteur réside dans le rejet de *l'Establishment*, la défiance vis-à-vis des médias installés et des partis de gouvernement, et l'appel lancé aux politiques pour qu'ils consentent à faire vraiment de la politique plutôt que s'en tenir à de la gestion administrative, c'est-à-dire à une "gouvernance" dont l'objectif réel est de gouverner sans le peuple. À partir de là, certains populismes peuvent privilégier le peuple en tant qu'*ethnos*, c'est-à-dire le peuple défini par son histoire, sa culture et ses mœurs ; d'autres le peuple en tant que *demos*, détenteur de la souveraineté populaire qui confère aux gouvernants leur légitimité ; d'autres encore le peuple en tant que *plebs*, c'est-à-dire les classes populaires dominées. Mais dans la plupart des populismes, ces trois acceptions (le peuple politique, le peuple national et le peuple social) sont étroitement mêlées. Une autre grande caractéristique du populisme est de substituer au classique schéma horizontal de l'affrontement droite-gauche un schéma vertical opposant "ceux d'en haut" à "ceux d'en bas". En France, cela correspond à l'opposition très bien décrite par Christophe Guilluy entre la « *France périphérique* » et les élites urbaines mondialisées. Le principal clivage, dans cette optique, est celui qui oppose ceux qui profitent de la mondialisation et ceux qui en sont les victimes, les classes populaires et les classes moyennes en voie de déclassement à la grande bourgeoisie acquise à la fois au libéralisme économique et au libéralisme "sociétal", bref les gens ordinaires et la Nouvelle Classe.

■ Ne pensez-vous pas que les mouvements populistes sont voués à l'échec ou à se dénaturer dès lors que leur survie implique une compromission avec un cadre institutionnel qui leur est foncièrement hostile ?

● Le risque pour un mouvement politique de se "dénaturer" en acceptant des compromissions allant au-delà des évolutions stratégiques ou tactiques rendues nécessaires par les circonstances du moment ne concerne pas spécialement les mouvements populistes. Mais qu'entendez-vous par un « *cadre institutionnel foncièrement hostile* » ? Un populiste conséquent vous répondrait que c'est précisément aux mouvements populistes de créer le cadre dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leur programme. La notion clef est ici que le peuple représente aussi le pouvoir constituant.

■ En quoi êtes-vous démocrate ? Que pensez-vous, par ailleurs, de la perspective d'une restauration de la monarchie en France ?

● Cet "en quoi", permettez-moi de vous le dire, ressemble beaucoup à un "pourquoi" ! J'ajoute qu'en acceptant d'exposer mes raisons d'être démocrate dans un journal qui – talentueusement d'ailleurs – pourfend à longueur de colonnes la démocratie, je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur la possibilité d'être entendu ! Mais je ne me déroberai pas devant l'obstacle. Je suis d'abord pour la démocratie pour une raison négative : c'est que je vois mal aujourd'hui ce qui pourrait la remplacer. Je n'ai aucun goût pour la dictature, et si je trouve le principe monarchique sympathique, je l'estime peu adapté à notre temps. La monarchie de droit divin est impensable de nos jours, si bien que toutes les monarchies qui existent en Europe sont des monarchies constitutionnelles (que Maurras exérait), c'est-à-dire des démocraties couronnées qui, sociologiquement et intellectuellement, c'est-à-dire du point de vue de l'idéologie dominante, ne se distinguent en rien des républiques. Les choses, à mon avis, se jouent beaucoup plus au niveau des "infrastructures", c'est-à-dire au niveau de la sociabilité et au niveau du peuple.



La démocratie, par ailleurs, peut se concevoir de bien des façons. La démocratie libérale, dont les dysfonctionnements sont pour une grande part à l'origine du populisme, se confond avec le parlementarisme et la représentation. C'est un régime constitutionnel exclusivement fondé sur le suffrage et le pluralisme des partis, où la démocratie n'est plus que l'espace social négocié avec un État de droit. Le peuple n'y est souverain que le jour de l'élection ; dès le lendemain, sa souveraineté est captée par les représentants au profit desquels il s'en est dessaisi (ce qu'avait déjà observé Rousseau). La souveraineté parlementaire remplace ainsi la souveraineté populaire. Or, ainsi que Carl Schmitt n'a cessé de le répéter, un peuple a d'autant moins besoin d'être représenté qu'il est politiquement présent à lui-même. Le principal mérite de la démocratie est précisément là, à mes yeux. En permettant à tous les citoyens de participer aux affaires publiques et de décider le plus possible par eux-mêmes de ce qui les concerne, elle permet aussi au peuple d'être politiquement présent à lui-même – et par là, d'exister véritablement en tant que peuple. Ce qui définit le mieux la démocratie, ce n'est donc ni le suffrage, ni la "loi du nombre", mais la participation, laquelle exige à son tour que soient mises en place des procédures et des techniques permettant aux sociétaires de s'extraire de l'espace privé, qui est l'espace de la nécessité, comme le disait Aristote, pour s'affirmer comme citoyens dans l'espace public, qui est l'espace de la liberté. Mais on est alors là à mille lieues de la démocratie libérale ! □

Propos recueillis par Louis Montarnal

✓ Alain de Benoist, *Droite-gauche, c'est fini ! Le Moment populiste*, éd. Pierre-Guillaume de Roux, janvier 2017, 352 p.s., 23,90 euros.

La nouvelle religion

Mathieu Bock-Côté dénonce la société multiculturelle façonnée avec patience et obstination par des élites mondialisées.

■ Le multiculturalisme est-il une religion politique ? Telle est la thèse soutenue par Mathieu Bock-Côté. Selon lui, la démocratie libérale a évolué en France au rythme de la gauche. Or, après 1968, celle-ci s'est attelée à créer une nouvelle société, explique-t-il dans son essai : la « *démocratie diversitaire* », d'inspiration anglo-saxonne, dont le migrant et le réfugié sont les divinités. Au cours des quarante dernières années, les « *élites mondialisées* » (selon l'expression de Jean-Pierre Chevènement) ont travaillé à réaliser l'utopie d'une société multiculturelle – jusqu'à provoquer la crise de civilisation dans laquelle nous sommes englués. Mathieu Bock-Côté montre que cela découle d'un projet clair dont les Clinton et Merkel, tout comme les socialistes français, sont des chantres exemplaires.

United Colors of Benetton

Dans ce monde-là, on déteste la nation, les frontières, les traditions, l'autorité, l'homme blanc, l'hétérosexuel... On déteste le réel, en somme. Il s'agit de créer un homme nouveau, de type « *United Colors of Benetton* ». L'homme et la femme d'Europe (comme d'Amérique), enracinés, sont considérés comme des crétins racistes priés de faire leur "mea culpa". Le récit national, nié, est remplacé par une nouvelle histoire de France, celle prétendument réalisée par des minorités opprimées (migrants, esclaves, femmes, etc.). C'est à tout cela que les peuples résistent. Et c'est cette résistance que d'autres appellent populisme. Au fond, c'est à cette politique multiculturaliste, volontaire et obsessionnelle, mise en lumière dans cet essai, que les peuples et même le simple réel s'opposent fortement aujourd'hui. C'est tout le sens à la fois du vote en faveur du Brexit et de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Espérons que l'histoire continuera à retrouver ses esprits et la simple réalité ses droits, lesquels valent bien ceux de n'importe quelle minorité. □

Paul Vermeulen

✓ Mathieu Bock-Côté, *Le Multiculturalisme comme religion politique*, éditions du Cerf, avril 2016, 362 pages, 24 euros.